

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1979-1980

26 NOVEMBRE 1979

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

1. **Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République française, la République d'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, (Etats membres des Communautés européennes) et la République hellénique, relatif à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique;**
 2. **Décision du Conseil des Communautés européennes du 24 mai 1979 relative à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier;**
 3. **Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République hellénique et aux adaptations des Traités, Annexes numérotées I à XII et Protocoles numérotés 1 à 7;**
 4. **Acte final et Documents y annexés, faits à Athènes le 28 mai 1979**
-

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1979-1980

26 NOVEMBER 1979

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

1. **Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Franse Republiek, de Ierse Republiek, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (Lid-Staten der Europese Gemeenschappen), en de Helleense Republiek betreffende de toetreding van de Helleense Republiek tot de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie;**
 2. **Besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 24 mei 1979 inzake de toetreding van de Helleense Republiek tot de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal;**
 3. **Akte betreffende de voorwaarden voor de toetreding van de Helleense Republiek en de aanpassing der Verdragen, Bijlagen genummerd I tot XII en Protocollen genummerd 1 tot 7;**
 4. **Slotakte en Bijgevoegde Documenten, opgemaakt te Athene op 28 mei 1979**
-

EXPOSE DES MOTIFS

I. Introduction

L'adhésion de la Grèce aux Communautés européennes constitue l'aboutissement et la concrétisation, d'une part, de la vocation européenne de ce pays et, d'autre part, du caractère ouvert que les Etats membres entendaient donner à ces Communautés, lorsqu'ils signèrent les Traités qui les instituaient.

Le caractère ouvert de ces Communautés s'exprimait dans le Traité lui-même et les Etats qui s'unissaient appelaient les autres peuples de l'Europe, qui partageaient leur idéal, à s'associer à leurs efforts pour affermir les sauvegardes de la paix et de la liberté.

La Grèce fut le premier pays à répondre à cet appel.

Dès juin 1959, le Gouvernement hellénique manifesta son désir de réaliser une association étroite avec la Communauté économique européenne et, le 9 juillet 1961, la Grèce et la CEE signaient, à Athènes, l'accord créant entre eux une association. Cet accord d'association contenait déjà en lui les germes d'une union plus complète.

En effet, il était prévu que l'adhésion devait en être l'aboutissement, lorsque le fonctionnement de l'association aurait permis d'envisager l'acceptation intégrale, de la part de la Grèce, des obligations découlant des Traités instituant les Communautés.

Si la poursuite de ce but fut un instant ralentie par la situation politique imposée à la Grèce entre 1967 et 1974, ce pays a retrouvé pleinement sa vocation européenne aussitôt la démocratie rétablie et, dès le 12 juin 1975, il introduisait sa demande d'adhésion aux Communautés européennes.

Les négociations destinées à sceller cette adhésion furent ouvertes un an plus tard et si elles n'aboutirent qu'en 1979, c'est en raison de l'importance et de la complexité de la tâche qui devait être accomplie. Il fallait en effet définir et formuler les principes et les modalités selon lesquelles on allait unir la Grèce à une Communauté qui, d'abord à six puis à neuf, s'élaborait depuis près de vingt ans.

Depuis 1958, on avait assisté à l'établissement de l'union douanière et à la mise en œuvre de la politique agricole commune, à l'élaboration et au développement de politiques communes nouvelles dans les domaines commercial, social, régional, économique et monétaire, ainsi qu'à un ensemble d'engagements contractés sur le plan externe. Si on voulait maintenir et renforcer ce processus de création continue et éviter l'affaiblissement et la dilution des structures de la Communauté, il était nécessaire que la Grèce accepte l'« acquis communautaire », c'est-à-dire que la solution des problèmes d'adaptation qui se posaient devait être recherchée

MEMORIE VAN TOELICHTING

I. Inleiding

Met de toetreding van Griekenland tot de Europese Gemeenschappen gaat de Griekse wens om deel van Europa uit te maken in vervulling en wordt de openheid van de Gemeenschappen, die de oorspronkelijke Lid-Staten bij de oprichting nastreefden, andermaal bevestigd.

Dit open karakter van de Gemeenschappen kwam reeds tot uiting in het Verdrag zelf en de verdragsluitende Staten riepen de andere volken van Europa die hetzelfde ideaal nastreefden op met hen mee te werken aan de versteviging van de grondslagen voor vrede en vrijheid.

Griekenland was het eerste land dat aan deze oproep verhoor gaf.

Reeds in juni 1959 gaf de Griekse Regering de wens te kennen met de Europese Economische Gemeenschap een nauwe associatie aan te gaan en op 9 juli 1961 ondertekenden Griekenland en de EEG te Athene de overeenkomst waarbij tussen hen een associatie tot stand kwam. In deze associatie-overeenkomst lag reeds de kiem besloten van een verdergaande unie.

Zij was immers bedoeld als eerste stap tot de toetreding zodra uit de werking van de associatie zou blijken dat Griekenland in staat kan worden geacht alle verplichtingen op zich te nemen die voortvloeien uit het oprichtingsverdrag van de Gemeenschap.

Dit streven werd een tijd lang afgeremd als gevolg van de politieke omstandigheden waarin Griekenland van 1967 tot 1974 verkeerde, maar met het herstel van de democratie leefden de Europese gevoelens van het land weer volledig op en op 12 juni 1975 werd de aanvraag ingediend voor toetreding tot de Europese Gemeenschappen.

De onderhandelingen die tot deze toetreding moesten leiden werden een jaar later geopend; dat zij eerst in 1979 werden afgerond houdt verband met de omvang en de complexiteit van de opdracht. Er diende immers te worden bepaald en omschreven op grond van welke beginselen en op welke wijze Griekenland zou worden opgenomen in een Gemeenschap die, aanvankelijk met zes en naderhand met negen, reeds bijna twintig jaar in wording was.

Sinds 1958 was de douane-unie tot stand gekomen, was het gemeenschappelijk landbouwbeleid in werking getreden, was een nieuw gemeenschappelijk beleid ontstaan en ontwikkeld op commercieel, sociaal, regionaal, economisch en monetair gebied en waren er tal van externe verplichtingen aangegaan. Om dit doorlopend scheppingsproces in stand te houden en te verstevigen en om verzwakking en verwatering van de gemeenschapsstructuren te voorkomen, was vereist dat Griekenland de « communautaire verworvenheden » zou aanvaarden; dit houdt in dat de aanpassingsproblemen moesten worden opgelost door het treffen van

par l'établissement de mesures transitoires assurant un équilibre d'ensemble des avantages réciproques et non par des modifications des règles communautaires.

Animés par la volonté politique d'aboutir, les négociateurs n'ont pas ménagé leurs efforts en vue de résoudre d'une manière heureuse les difficultés très réelles qui se posaient, ce qui permit d'arriver, au début du mois d'avril 1979, à un accord final, à la satisfaction mutuelle des parties.

L'adhésion, qui devrait être effective dès le 1^{er} janvier 1981, revêt un ensemble de significations.

Sur le plan économique, elle contribuera à l'accroissement des échanges tant en ce qui concerne les produits industriels que les produits agricoles. Ce développement des échanges commerciaux, guidé par les mesures d'adaptation nécessaires doit encourager et aider l'effort d'industrialisation fait par la Grèce et ouvrir des perspectives nouvelles aux exploitations agricoles helléniques, en même temps qu'il permettra un accroissement des exportations des Etats membres actuels vers la Grèce.

Sur le plan social, l'adhésion se traduira progressivement par une plus grande facilité dans la circulation et l'établissement des citoyens grecs dans les pays actuellement membres de la CEE et des ressortissants de ces pays en Grèce.

L'élimination des obstacles aux échanges de biens et à la circulation des personnes doit contribuer à la poursuite du but que la Communauté se fixait, lors de sa création, c'est-à-dire l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi des peuples qui la composent.

Sur le plan politique enfin, l'intégration de la Grèce dans l'Europe des Neuf fortifiera le noyau de cette Europe démocratique et contribuera à garantir au mieux la liberté et le progrès des peuples qui en font partie.

C'est donc avec une satisfaction très réelle qu'on peut accueillir cet élargissement de l'Europe.

II. Le déroulement des négociations

La demande d'adhésion de la Grèce aux Communautés fut introduite le 12 juin 1975. Dès le 24 de ce mois le Conseil CEE invitait la Commission à émettre un avis sur cette demande. La Commission ayant, le 28 janvier 1976, recommandé de répondre affirmativement, le Conseil se prononça le 9 février 1976, en faveur de la demande hellénique.

Les négociations d'adhésion furent ouvertes lors d'une Conférence inaugurale, tenue à Bruxelles le 27 juillet 1976, au cours de laquelle furent exposées les positions de départ des parties.

Une première phase de négociation s'est achevée le 25 juillet 1977, lors de la troisième session de la Conférence de négociation au niveau ministériel. Cette phase a permis de définir les positions respectives des deux parties sur les chapitres les plus importants de la négociation et de parvenir ainsi à une vue d'ensemble des problèmes qui se posaient.

overgangsmaatregelen waardoor de wederzijdse voordelen globaal in evenwicht werden gehouden en niet door het wijzigen van de regels van de Gemeenschap.

Dank zij hun politieke wil om te slagen hebben de onderhandelaren zich ingespannen om de zeer reële moeilijkheden behoorlijk te ondervangen en zo werd begin april 1979 algehele overeenstemming bereikt tot bevrediging van beide partijen.

Deze toetreding, die reeds op 1 januari 1981 van kracht moet worden, zal op velerlei gebied tastbare gevolgen hebben.

Op economisch gebied zal daardoor de uitbreiding van de handel worden bevorderd zowel voor industriële- als voor landbouwprodukten. Deze uitbreiding van het handelsverkeer, met de vereiste begeleidende aanpassingsmaatregelen, moet het door Griekenland ondernomen industrialiseringsproces stimuleren en nieuwe markten openen voor de Griekse landbouwbedrijven en tevens de export van de huidige Lid-Staten naar Griekenland bevorderen.

Op sociaal gebied zal de toetreding geleidelijk een grotere verkeers- en vestigingsvrijheid voor Griekse burgers in de huidige EEG-Lid-Staten en voor onderdanen van deze landen in Griekenland tot gevolg hebben.

Het verwijderen van de belemmeringen in het verkeer van goederen en mensen moet ertoe bijdragen dat de bij de oprichting van de Gemeenschap verkondigde doelstelling wordt bereikt, te weten de voortdurende verbetering van de levens- en arbeidsomstandigheden van de volken die zij verenigt.

Vanuit een politiek oogpunt ten slotte zal de opname van Griekenland in het Europa van Negen de kern van dit democratisch Europa versterken en ertoe bijdragen dat de vrijheid en de vooruitgang van de volken die er deel van uitmaken zo goed mogelijk wordt verzekerd.

Het is dan ook met een werkelijke voldoening dat deze uitbreiding van Europa kan worden begroet.

II. Verloop van de onderhandelingen

De Griekse aanvraag om toetreding tot de Gemeenschappen werd op 12 juni 1975 ingediend. Reeds op 24 juni verzocht de Raad van de EEG de Commissie over deze aanvraag advies uit te brengen. Nadat de Commissie op 28 januari 1976 gunstig had geadviseerd, sprak de Raad zich op 9 februari 1976 positief uit over de Griekse aanvraag.

De toetredingsonderhandelingen begonnen met een openingsconferentie die op 27 juli 1976 te Brussel werd gehouden en waar de uitgangspunten van beide partijen werden uiteengezet.

De eerste onderhandelingsronde werd op 25 juli 1977 afgesloten tijdens de derde zitting van de onderhandelingsconferentie op ministerniveau. In dit stadium konden de onderscheiden standpunten van beide partijen over de belangrijke onderdelen van de onderhandeling worden bepaald zodat men een overzicht verkreeg van de gestelde problemen.

Le dernier trimestre de l'année 1977 a été consacré à la mise au point des dossiers techniques en tenant compte des informations complémentaires fournies par la délégation hellénique et, au cours de sa session du 19 décembre 1977, la Conférence a constaté que les négociations proprement dites pouvaient être entamées.

Ces négociations se sont effectivement poursuivies tout au long de l'année 1978 et ont finalement abouti à un accord général, à la satisfaction des deux parties, au début du mois d'avril 1979.

La signature des Actes relatifs à l'adhésion a eu lieu, à Athènes, le 28 mai 1979.

III. Analyse succincte des dispositions des actes

Selon les termes convenus, l'adhésion prendra effet le 1^{er} janvier 1981, à condition que la Grèce ait déposé à cette date son instrument d'adhésion à la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et que tous les Etats signataires du traité relatif à l'adhésion de la Grèce à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'Energie atomique aient déposé leurs instruments de ratification avant cette date.

Les conditions d'adhésion de la Grèce et les adaptations des traités font l'objet de l'analyse succincte ci-après.

Sous réserve des dispositions particulières prévoyant des dates différentes ou des délais plus brefs ou plus longs, l'application des mesures transitoires s'achève à la fin de l'année 1985.

Pour la durée d'application des mesures transitoires, une clause de sauvegarde à caractère général et réciproque et assortie d'une procédure d'urgence a été prévue.

1. Union douanière pour les produits industriels

L'union douanière dans le secteur industriel se réalisera par l'élimination progressive, au cours d'une période de cinq ans, des droits de douane résiduels perçus sur les importations en Grèce de produits originaires de la Communauté et par l'alignement, pendant cette même période, du tarif douanier grec sur le tarif douanier commun (TDC) de la CEE. L'élimination des droits se fera en six étapes : une première réduction de 10 p.c. aura lieu le 1^{er} janvier 1981, une deuxième, également de 10 p.c., le 1^{er} janvier 1982 et quatre réductions de 20 p.c. se feront ensuite au cours des quatre années suivantes, de sorte que les droits de douane auront complètement disparu le 1^{er} janvier 1986. L'alignement sur le TDC se fera selon le même calendrier.

En ce qui concerne les importations de produits industriels grecs dans la CEE, les droits de douane ont déjà été supprimés, conformément à l'Accord d'association, sauf dans le domaine des produits CECA.

Les restrictions quantitatives, pour les échanges de produits industriels, seront éliminées dès l'entrée en vigueur de l'adhésion, sauf en ce qui concerne 14 produits pour lesquels

Het laatste kwartaal van 1977 werd besteed aan de nadere uitwerking van de technische dossiers, daarbij rekening houdend met de aanvullende gegevens die door de Griekse delegatie werden aangedragen; tijdens de zitting van 19 december 1977 besloot de Conferentie dat de eigenlijke onderhandelingen konden beginnen.

Deze onderhandelingen werden inderdaad gedurende het hele jaar 1978 gevoerd en hebben begin april 1979 uiteindelijk geleid tot algehele overeenstemming, een voor beide partijen zeer bevredigend resultaat.

De toetredingsakten werden op 28 mei 1979 te Athene ondertekend.

III. Korte analyse van de verdragsbepalingen

Overeengekomen werd dat de toetreding op 1 januari 1981 van kracht wordt op voorwaarde dat Griekenland op dat tijdstip een akte van toetreding tot de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal heeft nedergelegd en dat alle Staten die het verdrag inzake de Griekse toetreding tot de Europese Economische Gemeenschap en tot de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie hebben ondertekend vóór die datum een akte van bekrachtiging hebben nedergelegd.

De aan de Griekse toetreding verbonden voorwaarden alsmede de aanpassingen aan de verdragen worden in de hierna volgende korte analyse behandeld.

Afgezien van de bijzondere bepalingen waarbij andere data of kortere of langere termijnen worden vastgesteld lopen de overgangsregelingen eind 1985 af.

Er werd voorzien in een algemene wederzijdse vrijwaringsregeling met een spoedprocedure voor de overgangsperiode.

1. De douane-unie voor industrieproducten

De douane-unie in de industriesector zal worden verwezenlijkt door de geleidelijke opheffing, gedurende een periode van vijf jaar, van de resterende douanerechten op de invoer van EEG-produkten in Griekenland en door de aanpassing, gedurende dezelfde periode, van het Griekse douanetarief (GDT) van de EEG. De opheffing van de douanerechten geschiedt in zes fasen : een eerste verlaging met 10 pct. op 1 januari 1981, een tweede, eveneens met 10 pct., op 1 januari 1982 en vier verlagingen met 20 pct. in de vier volgende jaren; op deze wijze zullen de douanerechten op 1 januari 1986 volledig zijn opgeheven. De aanpassing aan het GDT geschiedt volgens hetzelfde tijdschema.

Conform de Associatie-overeenkomst zijn de douanerechten reeds opgeheven voor de invoer in de EEG van Griekse industrieproducten, met uitzondering van EGKS-produkten.

De kwantitatieve beperkingen voor industrieproducten zullen, bij het van kracht worden van de toetreding, worden opgeheven, behoudens voor de 14 produkten waarvoor Grie-

la Grèce a été autorisée à maintenir des contingents à titre provisoire. Ces contingents seront progressivement augmentés au cours de la période transitoire de cinq ans.

Les mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives seront supprimées lors de l'adhésion, sauf en ce qui concerne le système grec des paiements au comptant et du cautionnement des importations qui sera éliminé progressivement au cours d'une période de trois ans.

2. Relations extérieures

A dater de son adhésion, la Grèce appliquera les dispositions des accords préférentiels de la Communauté. Les mesures transitoires et les adaptations feront l'objet de protocoles qui seront conclus avec les partenaires bénéficiant de régimes préférentiels.

De même, la Grèce adoptera dès son adhésion le système des préférences généralisées de la Communauté, sous réserve d'une période transitoire de cinq ans pour certains produits.

Dans le domaine de la politique commerciale, la Grèce sera autorisée à maintenir certaines restrictions quantitatives vis-à-vis des pays du GATT et des pays à commerce d'Etat, pendant une période transitoire de cinq ans.

Enfin, la Grèce appliquera également dès le 1^{er} janvier 1981 l'accord multifibre du GATT ainsi que les accords bilatéraux conclus par la CEE dans ce contexte, sous réserve de négocier des protocoles d'adaptation.

3. Agriculture

La Grèce bénéficiera d'une période transitoire de cinq ans pour aligner ses mécanismes agricoles sur la politique agricole commune de la CEE. Cette période transitoire sera cependant de sept ans pour les tomates fraîches et transformées et pour les pêches fraîches et en conserves.

Au cours de la période transitoire la Grèce devra :

- Supprimer progressivement les droits de douane qu'elle impose encore aux produits agricoles importés de la CEE;
- Aligner ses tarifs douaniers sur le TDC pour ce qui concerne les importations de produits agricoles en provenance de pays tiers;
- Aligner ses prix agricoles sur ceux de la CEE.

Les écarts entre les prix agricoles grecs et ceux des produits communautaires seront neutralisés, au cours de la période transitoire, par un système de montants compensatoires. Un mécanisme compensatoire spécial a été convenu pour certains fruits et légumes frais en raison des fluctuations importantes des prix de ces produits.

Les aides communautaires à la production seront progressivement étendues aux producteurs grecs au cours de la

kenland voorlopige contingenten mag handhaven. Deze contingenten zullen gedurende de vijfjarige overgangperiode geleidelijk worden verhoogd.

De maatregelen van gelijke werking als kwantitatieve beperkingen worden bij de toetreding afgeschaft, met uitzondering van het Griekse stelsel van contante betalingen en importborgstelling waarvan de opheffing over drie jaar wordt gespreid.

2. Buitenlandse betrekkingen

Griekenland zal vanaf de toetreding de bepalingen van de preferentiële overeenkomsten van de Gemeenschap toepassen. Overgangsmaatregelen en aanpassingen zullen worden opgenomen in met de preferentiële partners af te sluiten protocollen.

Ook zal Griekenland vanaf de toetreding, het systeem der algemene preferenties van de Gemeenschap toepassen, onder voorbehoud van een vijfjarige overgangperiode voor bepaalde produkten.

Op het gebied van de handelspolitiek mag Griekenland gedurende een vijfjarige overgangperiode bepaalde kwantitatieve beperkingen handhaven ten aanzien van de GATT-landen en van de landen met staatshandel.

Ten slotte zal Griekenland, eveneens vanaf 1 januari 1981, de Multivezelovereenkomst van het GATT toepassen evenals de door de EEG krachtens deze regeling gesloten bilaterale overeenkomsten, onder voorbehoud van onderhandelingen over aanpassingsprotocollen.

3. Landbouw

Griekenland beschikt over een vijfjarige overgangperiode voor de aanpassing van zijn landbouwbeleid aan de gemeenschappelijke EEG-landbouwpolitiek. Voor verse en verwerkte tomaten en voor verse en ingeblikte perziken is echter een zevenjarige overgangperiode overeengekomen.

Gedurende de overgangperiode dient Griekenland de volgende maatregelen te treffen :

- De geleidelijke opheffing van de thans nog op vanuit de EEG ingevoerde landbouwprodukten geheven douanerechten;
- De aanpassing van de douanetarieven aan het GDT voor de import van landbouwprodukten uit derde landen;
- De aanpassing van de landbouwprijzen aan de EEG-prijzen.

De verschillen tussen de Griekse landbouwprijzen en de prijzen van produkten uit de Gemeenschap zullen gedurende de overgangperiode worden ondervangen door een stelsel van compensatiebedragen. Een bijzonder compensatiemechanisme werd overeengekomen voor enkele soorten vers fruit en verse groenten in verband met de aanzienlijke prijschommelingen van deze produkten.

De communautaire produktiesubsidies zullen in de overgangperiode geleidelijk worden uitgebreid tot Griekse pro-

période de transition, ceci tout particulièrement pour les producteurs d'huile d'olive, de fruits et légumes transformés et de blé dur.

Les producteurs de coton, de figues sèches et de raisins secs bénéficieront de systèmes de primes de complément. Afin d'éviter des variations brutales des coûts de production ou des prix en Grèce, certaines aides nationales seront progressivement supprimées au cours de la période transitoire.

4. *Affaires sociales*

La libre circulation des travailleurs grecs à l'intérieur de la Communauté sera réalisée à l'issue d'une période transitoire de sept ans. Pendant cette période, une priorité sera accordée aux travailleurs grecs en cas de recours par les Etats membres actuels à la main-d'œuvre originaire des pays tiers n'appartenant pas à leur marché régulier de travail.

Le libre accès à l'emploi des membres de la famille d'un travailleur grec, légalement employé dans l'un des Etats membres de la Communauté actuelle, sera progressivement réalisé au cours d'une période transitoire de cinq ans. Les mesures transitoires convenues ne portent pas atteinte aux dispositions nationales plus favorables.

En ce qui concerne le système des allocations familiales pour les membres de la famille qui ne résident pas dans le pays où le travailleur grec est employé, il a été convenu qu'à l'issue d'une période de trois ans, les allocations versées seraient égales à celles prévues pour les autres travailleurs de la Communauté.

5. *Affaires économiques et monétaires*

Dans le domaine monétaire, il a été convenu que l'inclusion de la drachme dans le panier monétaire européen serait réalisée avant le 31 décembre 1985 au cas où avant cette date il serait procédé à une révision du panier en application des procédures et dans les conditions prévues dans la résolution du Conseil européen en date du 5 décembre 1978 sur le système monétaire européen. En tout état de cause, l'inclusion de la drachme dans le panier sera réalisée au plus tard le 31 décembre 1985.

Dans le domaine des mouvements de capitaux, il est prévu, comme règle générale, que la Grèce libérera les transactions à partir de l'adhésion. Des exceptions ont cependant été admises à ce principe. C'est ainsi que la Grèce pourra différer jusqu'au 31 décembre 1985 la libération des investissements directs effectués dans les Etats membres actuels par des personnes résidant en Grèce et jusqu'au 31 décembre 1983 la libération du transfert du produit des investissements directs effectués en Grèce avant le 12 juin 1975 par des personnes résidant dans la Communauté. Les fonds appartenant à des personnes résidant dans les Etats membres actuels, qui sont bloqués en Grèce, seront progressivement libérés par tranches annuelles d'un montant égal, jusqu'à libération totale le 1^{er} janvier 1986. Quant aux paiements courants, ils seront libérés dès l'adhésion.

ducenten, in het bijzonder tot producenten van olijfolie, verwerkte groenten en fruit en harde tarwe.

Voor de producenten van katoen, gedroogde vijgen en rozijnen zal een stelsel van aanvullende premies gelden. Om plotselinge veranderingen in de Griekse produktiekosten of prijzen te voorkomen zullen bepaalde nationale steunmaatregelen in de overgangperiode geleidelijk worden afgeschaft.

4. *Sociale zaken*

Het vrij verkeer van Griekse werknemers binnen de Gemeenschap zal aan het eind van een zevenjarige overgangperiode worden bereikt. Gedurende deze periode zal aan Griekse werknemers voorrang worden verleend wanneer de huidige Lid-Statens een beroep doen op werknemers uit derde landen die niet tot hun gewone arbeidsmarkt horen.

De toelating tot de arbeidsmarkt van gezinsleden van Griekse werknemers die in een van de huidige Lid-Statens legaal zijn tewerkgesteld, zal geleidelijk worden bereikt aan het eind van een vijfjarige overgangperiode.

Met betrekking tot het stelsel van uitkeringen voor gezinsleden die niet in het land waar de Griekse werknemer werkzaam is verblijven, werd overeengekomen dat aan het eind van een termijn van drie jaar de uitkeringen gelijk zullen zijn aan die welke andere werknemers in de Gemeenschap ontvangen.

5. *Economische en monetaire zaken*

Op monetair gebied werd overeengekomen dat de drachme vóór 31 december 1985 in de Europese valutamand zal worden opgenomen indien vóór die datum wordt overgegaan tot een herziening van de korf in toepassing van de procedures en overeenkomstig de voorwaarden neergelegd in de resolutie van de Europese Raad van 5 december 1978 inzake het Europees Monetair Systeem. In elk geval zal de drachme uiterlijk op 31 december 1985 in de korf worden opgenomen.

Op het gebied van kapitaalverkeer werd als algemene regel gesteld dat Griekenland de transacties zal vrijmaken vanaf de toetreding. Op dit principe zijn wel enige uitzonderingen aanvaard. Zo kan Griekenland tot 31 december 1985 de liberalisatie van directe investeringen in de huidige Lid-Statens door in Griekenland gevestigde personen uitstellen en tot 31 december 1983 de liberalisatie van de overmaking van opbrengsten uit directe investeringen in Griekenland die vóór 12 juni 1975 zijn gedaan door in de Gemeenschap gevestigde personen. De in Griekenland geblokkeerde gelden van ingezetenen van de huidige Lid-Statens zullen geleidelijk worden vrijgegeven in gelijke jaarlijkse termijnen waardoor op 1 januari 1986 volledige liberalisatie moet zijn bereikt. De lopende betalingen zullen reeds vanaf de toetreding worden geliberaliseerd.

6. Dispositions financières

La Grèce participera au système communautaire des ressources propres dès son adhésion. Toutefois, afin d'éviter que ce pays ne soit débiteur net vis-à-vis du budget communautaire dans les premières années, il a été convenu que pendant la durée de la période transitoire de cinq ans, la part du produit de la TVA ou des contributions financières basées sur le produit national brut, perçue au titre des ressources propres, sera intégralement versée par la Grèce, mais que la Communauté remboursera à la Grèce une partie des sommes versées calculée comme suit :

- 70 p.c. en 1981;
- 50 p.c. en 1982;
- 30 p.c. en 1983;
- 20 p.c. en 1984;
- 10 p.c. en 1985.

Dans le domaine fiscal, un délai de trois ans a été accordé à la Grèce pour la mise en application intégrale du régime commun de la TVA.

7. Aides d'Etat et politique régionale

Comme cela avait été fait en faveur de l'Irlande lors de l'adhésion de ce pays aux Communautés européennes, un protocole spécial a été adopté en vue de contribuer au développement économique et industriel de la Grèce.

En ce qui concerne les régions de la Grèce qui pourront bénéficier des aides d'Etat et des aides du Fonds régional européen, leur désignation se fera après l'adhésion en conformité avec les règlements et procédures prévus par le Traité CEE.

8. Les Institutions

Dès son adhésion, la Grèce participera pleinement aux activités des institutions et organismes de la Communauté, au même titre que les Etats membres actuels.

Les institutions seront adaptées de la façon suivante :

a) Le *Conseil* sera composé de 10 membres. En ce qui concerne la pondération des voix, la voix de la Grèce sera affectée du coefficient 5, ce qui portera le nombre total des voix à 63. Les décisions du Conseil, qui doivent être prises à la majorité qualifiée, seront acquises si elles recueillent au moins 45 voix lorsque le Conseil délibère sur une proposition de la Commission et si elles recueillent au moins 45 voix exprimant le vote favorable d'au moins six Etats membres dans les autres cas.

b) La *Commission* : le nombre de ces membres sera porté à 14 par la nomination d'un Commissaire grec.

c) Le *Parlement européen* comportera 434 sièges dont 24 pour la Grèce.

6. Financiële regelingen

Griekenland zal vanaf de toetredingsdatum het communautaire stelsel van eigen middelen toepassen maar, ten einde gedurende de beginjaren een negatief saldo ten opzichte van de gemeenschapsbegroting te voorkomen, werd voor de duur van de vijfjarige overgangperiode het navolgende mechanisme overeengekomen : Griekenland zal het onder het stelsel van eigen middelen vastgestelde aandeel in de BTW-opbrengst of in de op het Bruto Nationaal Produkt gebaseerde financiële bijdragen volledig betalen maar de Gemeenschap zal aan Griekenland een gedeelte van het bedrag terugbetalen, en wel als volgt :

- 70 pct. in 1981;
- 50 pct. in 1982;
- 30 pct. in 1983;
- 20 pct. in 1984;
- 10 pct. in 1985.

Op fiscaal gebied is aan Griekenland een uitstel van drie jaar toegekend voor de volledige toepassing van het gemeenschappelijk BTW-stelsel.

7. Overheidssteun en regionaal beleid

In de lijn van de voor Ierland bij de toetreding tot de Europese Gemeenschappen getroffen regeling werd een bijzonder protocol aangenomen inzake steun aan de economische en industriële ontwikkeling van Griekenland.

De regio's in Griekenland die voor steun van de overheid of van het Europese Regionaal Fonds in aanmerking komen, zullen na de toetreding worden aangewezen volgens de gebruikelijke voorschriften en procedures van het EEG-Verdrag.

8. De instellingen

Vanaf de toetredingsdatum neemt Griekenland volledig deel aan de werkzaamheden van de instellingen en lichamen van de Gemeenschap, op dezelfde wijze als de huidige Lid-Staten.

Bij de instellingen zullen de volgende wijzigingen plaatsvinden :

a) De *Raad* zal uit 10 leden bestaan. Met betrekking tot het wegen van de stemmen zal aan de Griekse stem de coëfficiënt 5 worden toegekend, waardoor het totaal aantal stemmen 63 zal bedragen. De besluiten van de Raad, die met gekwalificeerde meerderheid moeten genomen worden, zullen gelden indien zij ten minste 45 stemmen verkrijgen wanneer zij worden genomen op voorstel van de Commissie en in de overige gevallen wanneer zij ten minste 45 stemmen verkrijgen waaronder de stemmen van ten minste zes Lid-Staten.

b) De *Commissie* : het aantal leden wordt uitgebreid tot 14 door de benoeming van een Grieks Commissielid.

c) Het *Europees Parlement* zal 434 zetels hebben waarvan 24 voor Griekenland.

d) Le Comité économique et social comprendra 12 membres grecs.

e) La Cour de Justice comportera un juge grec.

f) La Banque européenne d'Investissement : dès l'adhésion, un Ministre grec siégera au Conseil des Gouverneurs dont le nombre sera donc porté à dix. Le Conseil d'Administration accueillera un administrateur désigné par la Grèce ce qui portera le nombre des administrateurs à 19; quant au nombre des suppléants, il sera porté de dix à onze par l'adjonction d'un suppléant désigné d'un commun accord par le Danemark, la Grèce et l'Irlande. Par ailleurs, le Comité de Direction comptera un cinquième vice-président qui sera nommé en 1982 lors du renouvellement des mandats en cours : cette cinquième vice-présidence sera attribuée, par rotation, à un ressortissant de l'un des Etats membres n'ayant pas été « représenté » jusqu'ici au sein du Comité de Direction.

g) Procédure de consultation pendant la période intérimaire entre la signature de l'acte d'adhésion et son entrée en vigueur.

Pendant cette période, la Grèce sera consultée sur tout développement de l'acquis communautaire, c'est-à-dire sur les projets de législation à caractère normatif ainsi que sur les projets et programmes d'action commune.

9. La Communauté européenne du Charbon et de l'Acier

L'adhésion de la Grèce à la CECA sera réalisée, conformément aux dispositions de l'article 98 du Traité instituant cette Communauté, en application d'une décision du Conseil des Communautés européennes qui en fixe les conditions.

Le démantèlement tarifaire entre la Grèce et la Communauté se fera suivant le même calendrier que pour les produits relevant de la CEE. En vue de l'introduction progressive du tarif unifié CECA, la Grèce procédera le 1^{er} janvier 1982 à une première réduction de 20 p.c. de l'écart entre ses droits de base et ceux du tarif unifié CECA. Les réductions suivantes, également de 20 p.c. interviendront annuellement de telle sorte que le tarif unifié CECA sera appliqué pleinement par la Grèce le 1^{er} janvier 1986.

S'agissant des règles de prix, les entreprises sidérurgiques de la Grèce sont autorisées, à titre de mesure transitoire, à appliquer le système des points de parité multiples jusqu'au 31 décembre 1985.

En ce qui concerne la ferraille, il a été convenu que les Etats membres actuels et la Grèce pourront continuer à appliquer des restrictions quantitatives à l'exportation pendant une période de deux ans, à dater du 1^{er} janvier 1981, pour autant que ces mesures ne soient pas plus restrictives que les mesures appliquées aux exportations vers les pays tiers.

Dans le domaine institutionnel, il est prévu que la majorité spéciale requise à l'article 95 du Traité CECA, pour certaines adaptations de ce Traité, sera des neuf dixièmes (contre

d) In het Economisch en Sociaal Comité zullen 12 Griekse leden zitting hebben.

e) Aan het Hof van Justitie zal een Griekse rechter worden toegevoegd.

f) De Europese Investeringsbank : vanaf de toetredingsdatum zal een Griekse Minister zitting hebben in de Raad van Gouverneurs, die voortaan tien leden zal tellen. De Raad van Bewind wordt uitgebreid met een door Griekenland aangewezen bewindvoerder, waardoor het aantal bewindvoerders op 19 wordt gebracht; het aantal plaatsvervangers wordt elf in plaats van tien; de elfde plaatsvervanger wordt in onderling overleg aangewezen door Denemarken, Griekenland en Ierland. Voorts zal bij de Directie een vijfde vice-president worden opgenomen die in 1982 zal worden benoemd bij de afloop van de lopende ambtstermijnen : deze vijfde functie van vice-president zal bij toerbeurt toekomen aan onderdanen van de Lid-Staten die tot dusver niet « vertegenwoordigd » waren in de Directie.

g) Overlegprocedure gedurende de interimperiode tussen de ondertekening van de Toetredingsakte en de inwerking-treding ervan.

Gedurende deze periode zal Griekenland worden geraadpleegd over iedere ontwikkeling van de communautaire verworvenheden, te weten de ontwerp-wetteksten van normatieve aard alsmede de projecten en programma's voor gezamenlijke actie.

9. De Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal

Overeenkomstig artikel 98 van het Verdrag tot oprichting van de EGKS wordt de Griekse toetreding tot deze Gemeenschap geregeld bij een besluit van de Raad der Europese Gemeenschappen waarbij de toetredingsvoorwaarden worden vastgesteld.

De tariefafbraak tussen Griekenland en de Gemeenschap geschiedt volgens hetzelfde tijdschema als voor de EEG-produkten. Ten behoeve van de geleidelijke invoering van het uniforme EGKS-tarief zal Griekenland op 1 januari 1982 overgaan tot een eerste verlaging met 20 pct. van het verschil tussen het Griekse basisrecht en het recht volgens het uniforme EGKS-tarief. Het verschil wordt vervolgens jaarlijks met 20 pct. verlaagd zodat Griekenland het uniforme EGKS-tarief volledig zal toepassen op 1 januari 1986.

Ten aanzien van de prijsvoorschriften worden de staal-bedrijven in Griekenland gemachtigd, bij wijze van overgangsmaatregel, tot 31 december 1985 het stelsel van veelvoudige pariteitspunten toe te passen.

Wat de uitvoer van schroot betreft werd overeengekomen dat de huidige Lid-Staten en Griekenland gedurende een periode van twee jaar, te rekenen vanaf 1 januari 1981, kwantitatieve beperkingen kunnen blijven toepassen voor zover deze regelingen niet beperkender zijn dan die welke op de uitvoer naar derde landen worden toegepast.

Op gebied van institutionele regelingen wordt de in artikel 95 van het EGKS-Verdrag vereiste bijzondere meerderheid voor bepaalde aanpassingen aan het Verdrag gewijzigd in

huit neuvièmes actuellement). Trois membres grecs siégeront au Comité consultatif de la CECA.

10. La Communauté européenne de l'Energie atomique

La Grèce appliquera dès l'adhésion — réserve faite de l'une ou l'autre dérogation temporaire — l'acquis communautaire représenté par les dispositions du Traité CEEA et de ses annexes ainsi que de l'ensemble des actes pris en vertu de ce Traité; cet acquis s'étend aux accords conclus par la Communauté avec des pays tiers ou des organisations internationales dans le domaine Euratom.

Une disposition analogue à celle retenue lors du précédent élargissement permettra à la Grèce de respecter les obligations qu'elle aurait assumées dans le cadre d'accords ou de conventions conclus avant l'adhésion.

L'échange de connaissances dans le domaine de l'énergie nucléaire fait l'objet d'un protocole annexé à l'Acte final.

Par ailleurs, la Grèce a déclaré son intention d'adhérer, dès son adhésion, à l'Accord du 5 avril 1973 conclu entre sept Etats membres, la Communauté et l'Agence internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

IV. La participation de la Grèce à la Coopération politique européenne

Par son adhésion aux Communautés européennes, la Grèce participera aussi automatiquement et pleinement à la Coopération politique européenne. En effet, il y a un lien indissociable entre l'appartenance aux Communautés européennes et la participation à la Coopération politique, de telle sorte que, d'une part, il est impensable qu'un Etat puisse participer à la Coopération politique européenne sans être membre de la Communauté et, d'autre part, qu'un Etat, de par son adhésion, obtient le droit et accepte l'obligation de participer pleinement aux travaux de la Coopération politique. Déjà le Rapport de Luxembourg du 27 octobre 1970, connu aussi sous le nom de « Rapport Davignon », qui est à la base de cette coopération en matière de politique étrangère, se réfère dans sa quatrième partie à ce lien dans ces termes :

« Les Ministres soulignent la corrélation qui existe entre l'appartenance aux Communautés européennes et la participation aux activités devant permettre de réaliser des progrès dans le domaine de l'unification politique. »

En vue de faciliter l'entrée sans heurts de la Grèce dans la Coopération politique, les Ministres des Affaires étrangères des Neuf ont communiqué, lors de la septième session ministérielle des négociations d'adhésion le 26 juin 1978 à Luxembourg, leur intention, dans une première phase, d'informer régulièrement la Grèce sur les travaux de la Coopération politique européenne. Par la même occasion ils ont remis quelques documents qui devaient permettre de mieux comprendre ses objectifs et son fonctionnement. Dans sa

negen tiende (in plaats van de huidige acht negende). Drie Griekse leden zullen zitting hebben in het Raadgevend Comité van de EGKS.

10. De Europese Gemeenschap voor Atoomenergie

Griekenland zal vanaf de toetredingsdatum — behoudens mogelijke tijdelijke afwijkingen — de communautaire verworvenheden toepassen welke worden gevormd door de bepalingen van het EGA-Verdrag met bijlagen en het geheel van krachtens dat Verdrag genomen besluiten; deze verworvenheden omvatten tevens de overeenkomsten die de Gemeenschap op Euratom-gebied heeft gesloten met derde landen of met internationale organisaties.

Een soortgelijke bepaling als bij de vorige uitbreiding stelt Griekenland in de gelegenheid de verplichtingen na te komen die voortvloeien uit vóór de toetreding gesloten overeenkomsten of verdragen.

De uitwisseling van kennis op gebied van kernenergie wordt geregeld in een aan de Slotakte gehecht protocol.

Voorts heeft Griekenland verklaard het voornemen te hebben vanaf de toetredingsdatum toe te treden tot de overeenkomst van 5 april 1973 tussen zeven Lid-Statens, de Gemeenschap en het Internationale Agentschap voor Atoomenergie.

IV. De deelname van Griekenland aan de Europese Politieke Samenwerking

Vanwege zijn toetreding tot de Europese Gemeenschappen zal Griekenland ook automatisch en volwaardig deelnemen aan de Europese Politieke Samenwerking. Er bestaat inderdaad een onscheidbare band tussen het lidmaatschap van de Europese Gemeenschap en de deelname aan de Politieke Samenwerking, zodat, enerzijds, het niet denkbaar is dat een Staat zou deelnemen aan de Europese Politieke Samenwerking zonder lid te zijn van de Gemeenschap en, anderzijds, door zijn toetreding een Staat het recht bekomt en de plicht aanvaardt ten volle aan de werkzaamheden van de Politieke Samenwerking deel te nemen. Reeds het Verslag van Luxemburg van 27 oktober 1970, ook bekend onder de benaming « Verslag-Davignon », dat aan de grondslag ligt van genoemde samenwerking op gebied van de buitenlandse politiek, wees op deze samenhang in zijn vierde deel :

« De Ministers onderstrepen het verband dat bestaat tussen het lidmaatschap van de Europese Gemeenschappen en de deelneming aan de activiteiten die het mogelijk moeten maken vooruitgang te bereiken op het gebied van de politieke éénmaking. »

Met het oog op een vlotte en rimpelloze opname van Griekenland in de Politieke Samenwerking deelden de Ministers van Buitenlandse Zaken van de Negen, op 26 juni 1978 tijdens de zevende ministeriële zitting van de toetredingsonderhandelingen te Luxemburg, mede, dat zij zinnens waren, in een eerste fase, Griekenland regelmatig in te lichten over de werkzaamheden van de Europese Politieke Samenwerking. Tevens overhandigden zij enkele documenten die een beter inzicht konden geven van haar doelstellin-

réponse le Chef de la délégation grecque réitéra « l'attachement profond de la Grèce à l'idée de la construction d'une Europe forte et unie dont la coopération politique constitue un élément de base. » Il donna ensuite l'assurance que son pays « aspire à jouer un rôle positif dans ce domaine. »

A partir de la signature, le 28 mai 1979, des Actes d'adhésion, les Neuf sont passés de la première phase de l'introduction de la Grèce à la Coopération politique, celle de l'information, à la deuxième phase, celle de la consultation avec la Grèce sur les principaux thèmes de la coopération des Neuf en matière de leurs politiques étrangères. A l'occasion de la signature le Premier Ministre grec, M. C. Karamanlis, déclarait : « Je considère que l'unification de l'Europe soit le plus grand événement politique dans l'histoire de notre continent... car elle équilibrera le rapport des puissances dans le monde, elle garantira l'indépendance de l'Europe et contribuera à l'affermissement de l'ordre et de la paix mondiale. »

La phase de la consultation prendra fin au moment où la Grèce fera officiellement son entrée aux Communautés. Celle-ci est prévue pour le 1^{er} janvier 1981. A partir de ce moment la Grèce participera avec tous les droits et obligations à toutes les activités de la Coopération politique européenne.

V. Conclusions

L'adhésion de la Grèce aux Communautés européennes marque un nouveau pas dans la voie que les pays signataires du Traité de Rome s'étaient proposée, c'est-à-dire établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens et éliminer les barrières qui divisent l'Europe, afin de promouvoir une amélioration constante des conditions de vie de ces peuples.

Un nouvel élargissement des Communautés européennes est d'ailleurs déjà envisagé et, dans ce but, des négociations doivent se poursuivre avec deux autres pays européens.

En raison de la connexité des différents Actes conclus en vue de l'adhésion de la Grèce aux Communautés européennes, il a paru opportun de les soumettre tous à l'assentiment du Parlement, et cela même pour la décision du Conseil des Communautés européennes relative à l'adhésion de la Grèce à la CECA qui ne requiert pas une telle approbation pour être applicable.

Le Ministre des Affaires étrangères,

H. SIMONET

gen en werkwijze. In zijn antwoord uitte de Griekse delegatieleider « de diepe gehechtheid van Griekenland aan de gedachte van de uitbouw van een sterk en eensgezind Europa waarvan de politieke samenwerking een grondbestanddeel uitmaakt. » Hij verzekerde verder dat zijn land « een positieve rol op dit gebied wenst te spelen ».

Vanaf de ondertekening van de toetredingsakten op 28 mei 1979 zijn de Negen van de eerste fase van de inwijding van Griekenland in de Politieke Samenwerking, die van de voorlichting, overgegaan naar een tweede fase, die van de consultatie met Griekenland over de belangrijkste onderwerpen die in de samenwerking van de Negen op het gebied van hun buitenlands beleid behandeld worden. Bij gelegenheid van de ondertekening verklaarde de Griekse Eerste Minister, K. Karamanlis : « Ik beschouw de éénmaking van Europa als de grootste politieke gebeurtenis in de geschiedenis van ons kontinent... Want zij zal het evenwicht herstellen in de verhouding van de machten in de wereld, zij zal de onafhankelijkheid van Europa waarborgen en bijdragen tot de versteviging van de wereldorde en -vrede. »

De fase van de consultatie zal een einde nemen op het ogenblik dat Griekenland officieel zijn intrede zal doen in de Europese Gemeenschappen. Deze is voorzien op 1 januari 1981. Vanaf dat ogenblik zal Griekenland met alle rechten en plichten aan alle werkzaamheden van de Europese Politieke Samenwerking deelnemen.

V. Conclusie

De toetreding van Griekenland tot de Europese Gemeenschappen is een nieuwe stap op de weg die de ondertekenaars van het Verdrag van Rome hadden uitgestippeld, te weten het leggen van de grondslagen voor een steeds nauwere unie van de Europese volken en het verwijderen van de obstakels die Europa verdeeld houden, ten einde een voortdurende verbetering in de levensomstandigheden van deze volken te bereiken.

Overigens wordt een nieuwe uitbreiding van de Europese Gemeenschappen reeds overwogen en daartoe zullen onderhandelingen worden gevoerd met twee andere Europese landen.

Gelet op de onderlinge samenhang van de diverse Akten betreffende de toetreding van Griekenland tot de Europese Gemeenschappen leek het wenselijk al deze Akten ter goedkeuring aan het Parlement voor te leggen, met inbegrip van het besluit van de Raad der Europese Gemeenschappen inzake de toetreding van Griekenland tot de EGKS waarvan de inwerkingtreding niet afhankelijk is van een dergelijke goedkeuring.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. SIMONET

PROJET DE LOI

BAUDOUIN,
Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires étrangères, est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE

Sortiront leur plein et entier effet, les actes internationaux suivants :

1. Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République française, la République d'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, (Etats membres des Communautés européennes) et la République hellénique, relatif à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique;

2. Décision du Conseil des Communautés européennes du 24 mai 1979 relative à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier;

3. Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République hellénique et aux adaptations des Traités, Annexes numérotées I à XII et Protocoles numérotés 1 à 7;

4. Acte final et Documents y annexés,

faits à Athènes, le 28 mai 1979.

Donné à Bruxelles, le 19 novembre 1979.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

H. SIMONET.

ONTWERP VAN WET

BOUDEWIJN,
Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast, in Onze naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de tekst volgt :

ENIG ARTIKEL

Volgende internationale akten zullen volkomen uitwerking hebben :

1. Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Franse Republiek, de Ierse Republiek, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, (Lid-Statens der Europese Gemeenschappen), en de Helleense Republiek betreffende de toetreding van de Helleense Republiek tot de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie;

2. Besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 24 mei 1979 inzake de toetreding van de Helleense Republiek tot de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal;

3. Akte betreffende de voorwaarden voor de toetreding van de Helleense Republiek en de aanpassing der Verdragen, Bijlagen genummerd I tot XII en Protocollen genummerd 1 tot 7;

4. Slotakte en Bijgevoegde Documenten,

opgemaakt te Athene, op 28 mei 1979.

Gegeven te Brussel, 19 november 1979.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. SIMONET.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 19 octobre 1979, d'une demande d'avis sur un projet de loi « portant approbation des actes internationaux suivants :

1. Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République française, la République d'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, (Etats membres des Communautés européennes) et la République hellénique, relatif à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'Energie atomique;

2. Décision du Conseil des Communautés européennes du 24 mai 1979 relative à l'adhésion de la République hellénique à la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier;

3. Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République hellénique et aux adaptations des Traités, Annexes numérotées I à XII et Protocoles numérotés 1 à 7;

4. Acte final auquel sont annexées huit déclarations communes, deux déclarations de la République fédérale d'Allemagne, deux déclarations des Communautés économiques européennes et une déclaration de la République hellénique,

faits à Athènes le 28 mai 1979 », a donné le 29 octobre 1979 l'avis suivant :

Le projet n'appelle pas d'observation.

La chambre était composée de :

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
H. ROUSSEAU et Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
Cl. DESCHAMPS et L. MATRAY, assesseurs de la section de législation,

Madame : J. TRUYENS, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

Le Greffier,
J. TRUYENS.

Le Président,
P. TAPIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 19e oktober 1979 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

1. Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Franse Republiek, de Ierse Republiek, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, (Lid-Staten der Europese Gemeenschappen), en de Helleense Republiek betreffende de toetreding van de Helleense Republiek tot de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoom-Energie;

2. Besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 24 mei 1979 inzake de toetreding van de Helleense Republiek tot de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal;

3. Akte betreffende de voorwaarden voor de toetreding van de Helleense Republiek en de Aanpassing der Verdragen, Bijlagen genummerd I tot XII en Protocollen genummerd 1 tot 7;

4. Slotakte waar bijgevoegd zijn acht gemeenschappelijke verklaringen, twee verklaringen van de Bondsrepubliek Duitsland, twee verklaringen van de Europese Economische Gemeenschap en een verklaring van de Helleense Republiek,

opgemaakt te Athene op 28 mei 1979 », heeft de 29e oktober 1979 het volgend advies gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De kamer was samengesteld uit :

De heren : P. TAPIE, kamervoorzitter,
H. ROUSSEAU en Ch. HUBERLANT, staatsraden,
Cl. DESCHAMPS en L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Mevrouw : J. TRUYENS, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

De Griffier,
J. TRUYENS.

De Voorzitter,
P. TAPIE.

Le texte du Traité et autres actes internationaux est déposé au Greffe du Sénat.

De tekst van het Verdrag en van de andere internationale akten is ter Griffie van de Senaat neergelegd.